



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 69.899/2/V
du 1^{er} septembre 2021

advies 69.899/2/V
van 1 september 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
8 octobre 1981 sur l'accès au
territoire, le séjour,
l'établissement et
l'éloignement des étrangers en
ce qui concerne les étudiants'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
8 oktober 1981 betreffende de
toegang tot het grondgebied,
het verblijf, de vestiging en de
verwijdering van
vreemdelingen wat betreft de
studenten'

Le 12 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 9 septembre 2021, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les étudiants'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 1^{er} septembre 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} septembre 2021.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

Op 12 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met de Nationale Loterij, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 9 september 2021 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de studenten’.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 1 september 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 september 2021.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENTS JURIDIQUES

1. Les alinéas 1^{er} et 2 du préambule indiquent que le texte en projet trouve ses fondements juridiques dans l'article 108 de la Constitution et dans « les articles 58 [à] 61/1/15 » de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

Les articles ainsi mentionnés ne contiennent pas tous des habilitations au Roi.

Seules doivent être visées les habilitations mises en œuvre en l'espèce, à énumérer précisément à l'alinéa 2 du préambule.

Cela fait, il y aura lieu de mentionner, pour chaque article visé à l'alinéa 2 du préambule, la loi qui, le cas échéant, a inséré celui-ci, l'a remplacé ou l'a modifié ¹.

2. Les articles 58 à 61/1/15, formant le chapitre III du titre II de la loi du 15 décembre 1980, concernent l'« étudiant » tel qu'il est défini à l'article 58, 1^o, de cette loi, remplacé par la loi du 11 juillet 2021 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les étudiants', à savoir

« un ressortissant d'un pays tiers qui a été admis par un établissement d'enseignement supérieur belge et qui s'est vu accorder une autorisation de séjour de plus de nonante jours dans le Royaume afin de suivre des études à temps plein ».

Ces dispositions ne peuvent dès lors servir de fondement juridique à l'article 104/2, § 1^{er}, en projet, relatif à un citoyen de l'Union ayant sa résidence principale dans un pays limitrophe et venant en Belgique pour y faire ses études tout en maintenant sa résidence principale dans ce pays limitrophe où il retourne en principe chaque week-end ².

Le projet sera adapté en conséquence.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27, c).

² Pour ceux-ci, voir la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 'relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres', les articles 40 à 47 de la loi du 15 décembre 1980 (en particulier l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 3^o) et les articles 43 à 57 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 (en particulier l'article 50, § 2, 5^o).

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

À l'alinéa 3 est visé l'arrêté royal du 8 octobre 1981 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', qui fait l'objet des modifications prévues au chapitre 2 du projet.

Il y a lieu d'ajouter deux nouveaux alinéas au préambule afin de viser :

– l'arrêté royal du 8 juin 1983 'fixant le montant minimum des moyens de subsistance dont doit disposer l'étranger qui désire faire des études en Belgique', modifié par l'article 9 du projet (chapitre 3 du projet) ;

– l'arrêté ministériel du 14 juin 2018 'déterminant le formulaire standard visé à l'article 101, § 2, 5°, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', abrogé par l'article 10 du projet (chapitre 4 du projet).

DISPOSITIF

Article 2

Article 99 en projet

1. L'article 99, alinéa 1^{er}, en projet prévoit que l'attestation visée à l'article 60, § 3, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 doit être établie conformément au modèle de formulaire standard et dûment complété par l'établissement d'enseignement supérieur.

Il y a lieu de prévoir une délégation au ministre ayant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions pour établir le modèle de ce document.

La même observation vaut pour l'article 103, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° (en ce qu'il renvoie au formulaire standard concernant l'inscription visé à l'article 99), l'article 103, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, et alinéa 2 (formulaire standard attestant du progrès des études de l'intéressé)³, et l'article 104/3, § 1^{er}, alinéa 3 (modèle de notification dans le cadre de la mobilité).

2. L'article 99, alinéa 2, en projet paraphrase l'article 60, § 3, alinéa 1^{er}, 3°, a) à c), de la loi du 15 décembre 1980.

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que

³ Voir l'arrêté ministériel du 14 juin 2018 'déterminant le formulaire standard visé à l'article 101, § 2, 5°, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', abrogé par l'article 10 du projet.

cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier. Si l'auteur du projet estime néanmoins que la répétition de certaines dispositions légales est utile à la compréhension de l'arrêté en projet, il convient, afin de ne laisser subsister aucun doute quant à la nature de ces dispositions, de les identifier expressément (par la mention « conformément à l'article ... de la loi [...] »).

3. L'article 99, alinéa 4, en projet, dispose que

« [l]es inscriptions comme étudiant libre ou à base d'un contrat d'examen ou d'un contrat de crédit ne sont pas prises en compte ».

Les notions d'« étudiant libre », de « contrat d'examen » et de « contrat de crédit » mériteraient d'être expliquées dans l'arrêté royal en projet afin de permettre la vérification de la condition relative aux études à temps plein, telle que définie à l'article 58, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, qui est celle d'une « inscription à un programme d'études supérieures comprenant au moins 54 crédits, ou inscription à un programme d'études supérieures dont le solde de crédits est inférieur parce que l'étudiant se trouve dans sa dernière année académique ou parce qu'indépendamment de sa volonté, l'étudiant ne peut totaliser un nombre plus élevé de crédits, ou [une] année préparatoire comprenant au moins 12 heures de cours par semaine pendant une année académique ».

L'article 99, alinéa 4, en projet sera complété en conséquence.

Article 100 en projet

L'article 100, § 3, alinéa 2, en projet, fait référence au « montant indexé prévu par l'arrêté royal du 8 juin 1983 fixant le montant minimum des moyens de subsistance dont doit disposer l'étranger qui désire faire des études en Belgique ».

Il serait utile de mettre à jour les articles 1^{er} et 2 de cet arrêté royal en ce qu'ils fixent, à partir de l'année scolaire ou académique 1983-1984, un montant mensuel minimum qui est encore indiqué en francs.

L'article 9 du projet sera complété et revu en ce sens.

Article 102 en projet

L'article 102, § 2, en projet concerne la délivrance d'un titre de séjour attestant d'un séjour limité en qualité d'étudiant autorisé au séjour conformément à l'article 61/1/1, § 3, de la loi du 15 décembre 1980.

Il s'agit du modèle figurant à l'annexe 6 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, non modifié en l'espèce.

Or, l'arrêté royal en projet prévoit que l'annexe 6 doit comporter la mention « étudiant » (dans l'hypothèse visée à l'article 102, § 2, alinéa 1^{er}, en projet) et les mentions « étudiant » et « programme de mobilité » (dans l'hypothèse visée à l'article 102, § 2, alinéa 2, en projet).

Il résulte du commentaire de l'article 102 qui figure dans le rapport au Roi que ces mentions obligatoires constituent une transposition de l'article 17 de la directive 2016/801.

En vue d'assurer la transposition effective des articles 17.1 et 17.3 de la directive (UE) 2016/801, il y a lieu de s'assurer que ces mentions apparaîtront sur les titres de séjour qui seront délivrés aux intéressés conformément au modèle figurant à l'annexe 6 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 ⁴.

Article 103 en projet

Dans la version française de l'article 103, § 2, alinéa 3, 1^o, en projet, il y a sans doute lieu de lire « l'étudiant a présenté tous les documents requis dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er} et au paragraphe 3 » afin de se référer, en visant l'alinéa 1^{er} et non le paragraphe 1^{er}, au délai prévu à l'article 61/1/2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980.

Article 104/3 en projet

L'article 104/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet énumère l'ensemble des documents et informations à transmettre par l'établissement d'enseignement supérieur à l'Office des étrangers concernant le projet de mobilité d'un étudiant.

Il sera précisé ce que l'auteur du texte entend par « d'autres coordonnées pertinentes » à l'article 104/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o.

Article 104/4 en projet

L'article 61/1/8, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que,

« [L]orsque l'étudiant ne remplit pas ou plus les conditions de la mobilité dans le deuxième État membre ou lorsque l'autorisation, visée à l'article 61/1/1, délivrée par le ministre ou son délégué, a expiré ou qu'il y a été mis fin ou a été retirée au cours de la période de mobilité dans le deuxième État membre, le ministre ou son délégué autorise à nouveau l'entrée de l'étudiant dans le Royaume, sans formalités et sans retard, à la demande du deuxième État membre ».

⁴ L'attention de l'auteur du texte est attirée sur le fait que la section de législation a donné, le 30 août 2021, un avis 69.898/2/V sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', dont l'article 4 a pour objet de remplacer l'annexe 6 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981. Cependant, l'annexe 6 en projet dans ce projet ne contient pas non plus les mentions précitées.

L'article 61/1/8, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 habilite le Roi à déterminer le document qui sera, le cas échéant, délivré à l'étudiant.

L'article 104/4, en projet, sera complété afin d'exécuter cette disposition légale.

Nouvel article 11

L'article 31 de la loi du 11 juillet 2021 dispose que

« [l]es conditions que la présente loi impose au ressortissant de pays tiers dans le cadre d'une première demande afin d'obtenir une autorisation de séjour de plus de nonante jours en vue d'un séjour en tant qu'étudiant s'appliquent uniquement aux demandes introduites pour des études entreprises à partir de l'année académique 2022-2023 ».

Dans la mesure où l'arrêté royal à l'examen tend à exécuter les dispositions de la loi du 11 juillet 2021, il y a lieu d'ajouter au texte en projet une disposition correspondante.

Par voie de conséquence, l'article 11 du projet sera renuméroté en un article 12.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND

1. Luidens het eerste en het tweede lid van de aanhef ontleent de ontwerptekst zijn rechtsgrond aan artikel 108 van de Grondwet en aan de “artikelen 58 [tot en met] 61/1/15” van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’.

Die artikelen verlenen niet allemaal machtigingen aan de Koning.

Enkel de machtigingen die *in casu* ten uitvoer worden gelegd moeten worden vermeld; ze moeten nauwkeurig worden opgesomd in het tweede lid van de aanhef.

Vervolgens dient voor elk artikel dat in het tweede lid van de aanhef wordt opgegeven, in voorkomend geval te worden vermeld bij welke wet dat artikel is ingevoegd, vervangen of gewijzigd.¹

2. De artikelen 58 tot 61/1/15, die hoofdstuk III van titel II van de wet van 15 december 1980 vormen, hebben betrekking op de “student” zoals deze wordt gedefinieerd in artikel 58, 1°, van die wet, vervangen bij de wet van 11 juli 2021 ‘tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de studenten’, namelijk

“een onderdaan van een derde land die door een Belgische instelling voor hoger onderwijs is aanvaard en aan wie een machtiging om langer dan negentig dagen in het Rijk te verblijven is verleend om een voltijdse studie te volgen”.

Die bepalingen kunnen dus niet dienen als rechtsgrond voor het ontworpen artikel 104/2, § 1, betreffende een burger van de Unie, met hoofdverblijf in een aangrenzend land, die naar België komt om er te studeren doch die zijn hoofdverblijf behoudt in dat aangrenzende land waarnaar hij, in principe, elk weekend terugkeert.²

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27, c).

² Zie voor deze burgers richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 ‘betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden’, alsook de artikelen 40 tot 47 van de wet van 15 december 1980 (in het bijzonder artikel 40, § 4, eerste lid, 3°) en de artikelen 43 tot 57 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 (in het bijzonder artikel 50, § 2, 5°).

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het derde lid wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’, dat bij hoofdstuk 2 van het ontwerp wordt gewijzigd.

Er dienen twee nieuwe leden aan de aanhef te worden toegevoegd om te verwijzen naar:

– het koninklijk besluit van 8 juni 1983 ‘tot vaststelling van het minimumbedrag van de middelen van bestaan waarover een vreemdeling die in België wenst te studeren, moet beschikken’, dat bij artikel 9 (hoofdstuk 3) van het ontwerp wordt gewijzigd;

– het ministerieel besluit van 14 juni 2018 ‘tot vaststelling van het standaardformulier zoals bedoeld in artikel 101, § 2, 5° van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’, dat bij artikel 10 (hoofdstuk 4) van het ontwerp wordt opgeheven.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Ontworpen artikel 99

1. Het ontworpen artikel 99, eerste lid, bepaalt dat het attest bedoeld in artikel 60, § 3, eerste lid, 3°, van de wet van 15 december 1980 opgesteld moet worden conform het model van het standaardformulier en behoorlijk moet worden ingevuld door de instelling voor hoger onderwijs.

Aan de minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, dient een machtiging te worden verleend om het model van dat document vast te stellen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 103, § 1, eerste lid, 2° (in zoverre dat verwijst naar het standaardformulier voor de inschrijving, bedoeld in artikel 99), voor artikel 103, § 1, eerste lid, 5°, en tweede lid (standaardformulier dat de voortgang van de studies van de

betrokkene aantoonst),³ en voor artikel 104/3, § 1, derde lid (model van kennisgeving in het kader van mobiliteit).

2. Het ontworpen artikel 99, tweede lid, parafraseert artikel 60, § 3, eerste lid, 3°, a) tot c), van de wet van 15 december 1980.

Bepalingen die enkel een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en verkeerdelijk de indruk wordt gewekt dat de overgenomen regels kunnen worden gewijzigd door de overheid die de regels overneemt. Als de steller van het ontwerp het voor een goed begrip van het ontworpen besluit niettemin nuttig acht bepaalde wettelijke bepalingen te herhalen, dient hij uitdrukkelijk aan te geven om welke bepalingen het gaat (met de vermelding “overeenkomstig artikel ... van de wet ...”) zodat geen twijfel kan bestaan over de aard ervan.

3. Het ontworpen artikel 99, vierde lid, luidt als volgt:

“De inschrijvingen als vrije student of op basis van een examencontract of creditcontract worden niet in aanmerking genomen”.

Het ontworpen koninklijk besluit zou de begrippen “vrije student”, “examencontract” en “creditcontract” moeten toelichten zodat kan worden nagegaan of is voldaan aan de voorwaarde betreffende de voltijdse studie, zoals gedefinieerd in artikel 58, 2°, van de wet van 15 december 1980, te weten een “inschrijving tot een opleidingsprogramma voor hogere studies dat ten minste 54 studiepunten omvat, of een inschrijving tot een opleidingsprogramma voor hogere studies waarvan het creditsaldo lager is omdat de student zich in zijn laatste studiejaar bevindt of omdat de student buiten zijn wil geen hoger aantal studiepunten kan opnemen, of een voorbereidend jaar dat ten minste 12 lessen per week omvat gedurende een studiejaar”.

Het ontworpen artikel 99, vierde lid, moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Ontworpen artikel 100

In het ontworpen artikel 100, § 3, tweede lid, wordt verwezen naar het “geïndexeerde bedrag voorzien in het koninklijk besluit van 8 juni 1983 tot vaststelling van het minimumbedrag van de middelen van bestaan waarover een vreemdeling die in België wenst te studeren, moet beschikken”.

Het zou nuttig zijn de artikelen 1 en 2 van dat koninklijk besluit bij te werken. Het maandelijks minimumbedrag dat die artikelen vanaf het schooljaar of academiejaar 1983-1984 vaststellen, is namelijk nog in franken uitgedrukt.

³ Zie het ministerieel besluit van 14 juni 2018 ‘tot vaststelling van het standaardformulier zoals bedoeld in artikel 101, § 2, 5° van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’, dat bij artikel 10 van het ontwerp wordt opgeheven.

Artikel 9 van het ontwerp moet in die zin worden aangevuld.

Ontworpen artikel 102

Het ontworpen artikel 102, § 2, betreft de afgifte van een verblijfstitel ter staving van een beperkt verblijf in de hoedanigheid van student die overeenkomstig artikel 61/1/1, § 3, van de wet van 15 december 1980 een machtiging tot verblijf heeft gekregen.

Het gaat om het model dat in bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 is opgenomen, en dat *in casu* niet wordt gewijzigd.

Volgens het ontworpen koninklijk besluit moet bijlage 6 echter de vermelding “student” dragen (in het geval bedoeld in het ontworpen artikel 102, § 2, eerste lid), alsook de vermeldingen “student” en “mobiliteitsprogramma” (in het geval bedoeld in het ontworpen artikel 102, § 2, tweede lid).

Uit de commentaar op artikel 102, die in het verslag aan de Koning staat, blijkt dat die verplichte vermeldingen een omzetting vormen van artikel 17 van richtlijn 2016/801.

Om de artikelen 17.1 en 17.3 van richtlijn (EU) 2016/801 effectief om te zetten, dient men ervoor te zorgen dat die vermeldingen voorkomen op de verblijfsvergunningen die aan de betrokkenen worden afgegeven overeenkomstig het model dat in bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 staat.⁴

Ontworpen artikel 103

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 103, § 2, derde lid, 1°, dient men wellicht te lezen “l’étudiant a présenté tous les documents requis dans le délai prévu à l’alinéa 1^{er} et au paragraphe 3”, zodat, door aldus het eerste lid te vermelden in plaats van paragraaf 1, verwezen wordt naar de termijn die in artikel 61/1/2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 wordt bedoeld.

Ontworpen artikel 104/3

In het ontworpen artikel 104/3, § 1, eerste lid, worden alle documenten en inlichtingen betreffende het voornemen tot mobiliteit van een student opgenoemd die de instelling voor hoger onderwijs dient over te zenden aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

Er moet worden gepreciseerd wat de steller van de tekst in artikel 104/3, § 1, eerste lid, 3° bedoelt met “overige relevante contactgegevens”.

⁴ De steller van de tekst wordt erop gewezen dat de afdeling Wetgeving op 30 augustus 2021 advies 69.898/2/V heeft uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’. Artikel 4 van dat ontwerp strekt ertoe bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 te vervangen. De ontworpen bijlage 6 in dat ontwerp bevat echter evenmin de voornoemde vermeldingen.

Ontworpen artikel 104/4

Artikel 61/1/8, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 luidt als volgt:

“Indien de student niet of niet langer voldoet aan de voorwaarden voor mobiliteit in de tweede lidstaat of indien de door de minister of zijn gemachtigde afgegeven vergunning, bedoeld in artikel 61/1/1, tijdens de periode van mobiliteit in de tweede lidstaat is verstreken, beëindigd of ingetrokken, wordt de student door de minister of zijn gemachtigde, op verzoek van de tweede lidstaat, zonder formaliteiten en onverwijld, toegelaten het Rijk terug binnen te komen”.

Artikel 61/1/8, § 2, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 verleent de Koning machtiging het document te bepalen dat in voorkomend geval aan de student wordt afgegeven.

Het ontworpen artikel 104/4 moet worden aangevuld om aan die wettelijke bepaling uitvoering te geven.

Nieuw artikel 11

Artikel 31 van de wet van 11 juli 2021 luidt als volgt:

“De voorwaarden die deze wet invoert waaraan de onderdaan van een derde land moet voldoen in het kader van een eerste aanvraag om een machtiging tot verblijf van meer dan negentig dagen te bekomen, met het oog op een verblijf in de hoedanigheid van student, zijn pas van toepassing op de aanvragen die worden ingediend voor studies die aanvangen in het academiejaar 2022-2023”.

In zoverre het voorliggende koninklijk besluit ertoe strekt de bepalingen van de wet van 11 juli 2021 ten uitvoer te leggen, dient aan de ontworpen tekst een overeenstemmende bepaling te worden toegevoegd.

Als gevolg daarvan moet artikel 11 van het ontwerp worden hernoemd als artikel 12.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT